



REVUE DE PRESSE DE SLE

I) Politique

- Le discours de Barroso sur l'Etat de l'Union présenté devant le parlement européen a été salué par les eurodéputés, y compris les libéraux de l'ADLE, qui réclamaient, il y a encore quelques semaines, sa démission.
Barroso a déclaré « nous avons besoin de plus d'Europe, pas de moins d'Europe, une intégration approfondie fait partie de la solution » même si « elle ne se fera pas du jour au lendemain ».
Barroso a demandé l'abandon de la règle de l'unanimité au sein de la zone euro, comparant la situation de la zone Euro au FMI, où les décisions sont prises à la majorité qualifiée.
- L'Allemagne et la Pologne militent pour un élargissement de l'Europe vers l'Est, notamment vers l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Ces deux états souhaitent une plus grande coopération entre ces pays de l'ex-URSS et l'UE. Le sommet organisé sur le sujet par la Pologne se fera sans Nicolas Sarkozy, qui a préféré envoyer François Fillon. Certains analystes craignent une réticence de la France, plus investie pour l'UpM.
- La France, l'Allemagne et Chypre s'opposent toujours à l'adhésion de la Turquie en Europe. La Commission européenne a, quant à elle, demandé au gouvernement turc de faire des efforts supplémentaires dans l'évolution et le respect des droits fondamentaux et de la liberté de la presse.
- Les négociations d'adhésion ont débuté avec le Monténégro, alors que la Serbie et la Macédoine n'ont pas eu obtenu l'autorisation de l'UE, qui a estimé que les deux Etats n'étaient pas en mesure d'entamer les négociations.
- Dans le cadre de la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU, Nicolas Sarkozy a appelé l'UE a parlé d'une seule voix et assumer ses responsabilités, rappelant que l'UE était un partenaire économique important d'Israël et le premier donneurs d'aides aux palestiniens. Cependant, suite à la réunion des ministres européens des affaires étrangères, aucun compromis ne s'est réellement dégagé et Alain Juppé s'est dit peu optimiste sur les chances d'unanimité des partenaires européens sur l'adhésion palestinienne.
- Le Parlement européen a voté la proposition de la Commission visant à renforcer les pouvoirs et moyens de Frontex. Frontex sera désormais locataire ou propriétaire de son

propre matériel, de nouvelles règles viseront à faire respecter les engagements des Etats. Par ailleurs, la décision prévoit la nomination d'un officier des droits fondamentaux, qui aura pour mission de s'assurer de la conformité des actions de l'agence avec ces derniers.

-
- Suite à la victoire du bloc de gauche le 15 Septembre dernier, le gouvernement social-démocrate danois a choisi de faire machine arrière sur sa politique d'immigration et vient notamment de décider la réouverture des frontières fermées aux mépris des accords de Schengen. La première ministre a également nommé un ministre issu de l'immigration, qui aura en charge le portefeuille de l'égalité, des cultes et des affaires nordiques.
- La présidence danoise, prochaine présidence européenne, a annoncé ses priorités : relance de la croissance économique, accentuation du rôle des citoyens, promotion du rôle de l'UE dans le monde. Elle devra également préparer le budget communautaire, dans lequel elle souhaite supprimer les avantages accordés à différents pays, notamment aux britanniques. Elle souhaite également réformer le marché unique, qui fêtera son 20^{ème} anniversaire.
- Le site Vigie2012 propose de suivre la campagne pour la présidentielle par le biais des propositions et discours des candidats sur l'Europe. ([Vigie 2012](#))
- William Hague, ministre anglais des affaires étrangères, a expliqué que le Royaume uni pourrait s'éloigner de l'UE, en faisant revenir certaines prérogatives concédées auparavant.
- Herman Van Rompuy a évoqué la possibilité pour lui de briguer un second mandat. Il justifie cette décision par le travail qu'il reste à mener afin de résoudre la crise de la zone euro. Si les chefs d'Etats et de gouvernements décidaient de la suivre, il serait maintenu à la présidence du Conseil Européen jusque décembre 2014.
- Gunther Oettinger, commissaire européen, propose de mettre en berne les drapeaux présents sur les bâtiments des institutions européennes, pour les pays de l'UE trop endettés. La proposition a été largement critiquée au sein des institutions européennes que dans les Etats Membres.
- Suite à la victoire de la gauche au Sénat, Simon Sutour, sénateur socialiste du Gard a remplacé Jean Bizet à la tête de la commission sur les affaires européennes.

II) Economique et social

- Dans le cadre de son discours sur l'Etat de l'Union, José Manuel Barroso a annoncé que l'Union Européenne fera une proposition au cours du G20 sur la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières. La taxe sera prélevée sur toutes les transactions financières et de devises, quand au moins une contrepartie est basée dans l'Union Européenne, avec un taux faible afin d'éviter toutes formes d'évasion. La commission reste confiante dans sa capacité à convaincre le Royaume Uni de soutenir ce projet de règlement.

- Il a également insisté sur l'urgente nécessité de recapitaliser les banques européennes. Il souhaite ainsi rassurer les marchés et « briser le cercle vicieux » afin d'éviter que la crise deviennent « systémique ». L'Europe pourrait ainsi relever de 5 à 7%, le ratio de fonds propres durs. Les banques françaises se sont engagés à atteindre les 9% au moins pour le début de l'année 2013. Barroso propose même l'interdiction de distribution de primes ou de dividendes tant que les seuils de recapitalisation ne seront pas atteints. Jean Claude Juncker a pour sa part estimé légitime que « ceux qui mettent du capital à disposition [...] se retrouvent impliqués dans les organes de décision de ces banques ». La France a soutenu cette décision de Barroso estimant qu'elle s'imposait d'abord pour les banques qui ont échoué au test de résistance, et celles qui les ont passés de justesse.
- Alors que son discours avait pour but objectif de rassurer en expliquant que la croissance sera présente dans la zone Euro même si son taux sera faible, Christine Lagarde, présidente du FMI, invite les états européens à réviser leur politique d'austérité afin de prévoir des mesures « pour alimenter la croissance ». Elle est rejointe sur cette piste par Wolfgang Munchau, éditorialiste du Financial Times, qui affirme que l'abandon des mesures d'austérité est la première chose à faire en Europe.
- Le FMI a annoncé que la crise de la dette dans la zone euro pourrait engendrer une trop forte exposition des banques et a appelé ces dernières et les Etats à procéder à leur recapitalisation. Le FMI a par ailleurs annoncé que la crise pourrait se prolonger aux pays émergents, notamment latino-américain, où les banques sont les plus vulnérables.
- Suite à la nouvelle rencontre franco-allemande sur la question de la recapitalisation des banques, Jean Claude Juncker a critiqué ces initiatives bilatérales, qui se transforment rarement (30%) en décision européenne.
- Face à l'incapacité des européens à se mettre d'accord sur le nouveau plan d'aide à la Grèce et à adopter des mesures pour la croissance, Barack Obama n'a pas caché son agacement reprochant aux européens leur faiblesse d'actions depuis 4 ans. Ils ne « se sont pas complètement remis de la crise de 2007, et ne sont jamais vraiment occupés des difficultés auxquelles leurs banques faisaient face. Cela est d'autant plus « aggravé par ce qui se passe en Grèce ». Timothy Geithner, secrétaire américain au Trésor, a participé à la conférence des ministres des finances de la zone Euro et a constaté les divisions empêchant le déploiement d'un plan d'aide de grande envergure.
- La réunion des ministres de l'économie des pays du G20 a abouti à la conclusion que seule l'intervention de la BCE, en complément de l'action de du fonds européen de stabilité financière pouvait permettre de rassurer les marchés. Une solution qui divise également les européens, puisqu'à l'heure actuelle, la BCE ne peut intervenir dans le financement des marchés.
- Alors que la possibilité pour l'UE d'emprunter est tout à fait envisageable, notamment par le biais d'euro-obligations ou euro-bonds, l'Allemagne s'oppose à cette mesure. Deux raisons à

ce refus, l'émission des titres provoquerait un transfert du coût de financement des pays les plus fragiles vers les pays les plus forts, dont font partie nos voisins d'outre-Rhin. De plus le gouvernement Merkel craint que les grecs profitent de l'occasion pour retarder des réformes pourtant capitales à la compétitivité de leur pays.

- La décision du Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (BRICS) de venir en aide à l'Union Européenne a été accueillie positivement par le FMI.
- Un fond souverain chinois a pris contact avec l'Italie afin, selon le Financial Times, d'évoquer l'achat d'obligations italiennes. Le secrétaire d'Etat italien à l'économie a quant à lui annoncé que cette rencontre avait porté sur des investissements à caractère industriel.
- Conscient des efforts qu'elle doit faire la Grèce envisage un impôt sur la propriété immobilière. Afin de parer aux incompétences des services fiscaux et à l'absence de cadastre, le gouvernement a annoncé que l'imposition se ferait sur la base des factures d'électricité. Le DEI, le syndicat de l'électricité a immédiatement annoncé qu'il refusait de réaliser ce recouvrement. Cette taxe a suscité de vives réactions notamment parce qu'elle ne touchait pas l'église (2^{ème} propriétaire foncier) ainsi que les clubs de foot.
- Afin d'apporter plus de gages à la Troïka, et permettre le versement d'une nouvelle tranche d'aide de 8 milliards d'euros, les ministres grecs viennent de décider de la réforme de la fonction publique. 23 000 fonctionnaires seront mis en pré-retraite après avoir subi une baisse de 40% de leur traitement et 7000 autres seront licenciés. Par ailleurs, en plus de la taxe sur l'immobilier et la TVA dans la restauration, la nouvelle réforme prévoit un abaissement des pensions supérieures à 120 euros, un abaissement du seuil d'imposition sur le revenu à 5000 euros annuels.
- Grâce aux financements européens dans le développement d'investissement, la Commission espère amortir les effets néfastes de la rigueur en Grèce. Les secteurs privilégiés sont ceux du transport, de l'énergie, du numérique et du tourisme.
- Les grecs sont à nouveau descendus dans la rue afin de protester contre la politique d'austérité annoncée par le gouvernement suite au déblocage d'une nouvelle tranche de prêt. Le mouvement s'est traduit par la fermeture de plusieurs ministères, d'établissements scolaires et d'usines. Une prochaine journée de grève générale a été décidée pour le 19 Octobre.
Des mesures d'austérité qui se traduisent par une augmentation des comportements « à risques » (dépression, suicide, abus de médicaments, de drogues, augmentation des infections liées au VIH), par une baisse de 40% du budget hospitalier.
- Après avoir rejeté le 11 Octobre le renforcement du Fonds européen de stabilité financière, le gouvernement slovaque a validé le renforcement du FESF. En prenant cette décision, la première ministre, Iveta Radicova, a sacrifié son gouvernement, qui a subi un vote de défiance devant le parlement.

- L'OFCE attire l'attention des Etats, notamment de la France et de l'Italie sur la spirale infernale que peut constituer la course aux restrictions budgétaires afin de remplir le critère d'un déficit public correspondant à 3% du PIB. L'observatoire français annonce ainsi une récession française possible de 1,7%. Il évoque la possibilité d'un « Lehman Brother en Europe » si la Grèce devait faire défaut.
- Standard & Poor's et Moody's ont dégradé la note de l'Italie et de l'Espagne, sanctionnant ainsi les difficultés des Etats a relancé leur activité économique.
- Afin de répondre à la pression des marchés, l'Italie a adopté un nouveau plan d'austérité afin de revenir à l'équilibre budgétaire en 2013, tout en réduisant sa dette.
- Le mouvement espagnol des indignés s'est largement déployé dans le monde avec des manifestations dans plus de 860 villes de 78 pays, afin de manifester contre les politiques d'austérité sous l'étendard « United for a Global Change ». A Londres, après la manifestation de 2 à 3000 personnes, plusieurs dizaines de tentes ont ainsi été installées au cœur de la City sur le parvis de la cathédrale Saint Paul. Au-delà des exigences économiques, le mouvement citoyen des indignés revendique « Dmocracia Real Ya » (une véritable démocratie), afin que le peuple soit associé aux décisions.
- L'agence Moody's a annoncé la dégradation des notes des banques françaises BNP Paribas, la Société Générale et le Crédit Agricole, en raison de leur exposition à la dette grecque. Une annonce qui a immédiatement entraîné la réaction des marchés et la baisse des cours des banques visées.
La décision de l'agence de notation est intervenue après des rumeurs de plus en plus fortes sur la préparation du scénario dans lequel la Grèce ferait défaut aux paiements de sa dette. Des rumeurs qui reposent sur une série de faits : les propos du ministère de l'économie allemande allant dans ce sens, le refus (dans un premier temps) de la Slovaquie d'accorder un nouveau plan de sauvetage, le ministre des affaires étrangères autrichien qui a annoncé envisager une défaillance de la Grèce, position suivie par les Pays-Bas, la demande de condition supplémentaire de la Finlande. Une conviction qui se diffuse dans l'opinion publique française ou 68% des électeurs sont maintenant opposés aux aides hellènes alors qu'ils étaient convaincus à 69% en décembre 2010. L'absence de communication claire sur les conséquences de la crise, sur les raisons de l'engagement de l'Etat écarte les français de cette préoccupation, qui n'y sont désormais selon fatigués de payer.
- L'OCDE a salué les efforts de l'Irlande pour réduire ses déficits et affirme que le pays « sort de la crise ». Annoncé à 8,8%, le déficit irlandais pourrait finalement n'atteindre que 8,6%. La restructuration des banques locales devraient permettre la restauration d'un système bancaire viable ainsi qu'un désendettement d'actifs non stratégique plus rapide.
- Eurostat annonce une possible inflation de 2 à 4% des prix pour le transport aérien, ainsi que pour les frais de la vie courante tels que l'alimentation et les équipements.

- La Commission Européenne vient de choisir les propositions des Etats dans le cadre de la refonte des aides régionales et de leurs attributions. Ces derniers proposent que ces aides soient conditionnées au respect par les Etats de l'équilibre budgétaire. Par ailleurs, la Commission souhaite mettre en œuvre un règlement commun pour l'ensemble des fonds (FEDER, FSE, FEADER, FEP,...) afin de permettre une utilisation commune des fonds pour un projet unique.
- Dans le cadre de la stratégie 2020, Bruxelles souhaite remettre aux centres des aides attribuées par l'Union Européenne des conditions de financement d'actions liées à l'emploi. La Commission et le Parlement européens souhaitent mettre en œuvre des montants minimums dédiés à l'emploi et l'accompagnement social pour les régions. Alors que la France ne voit aucun inconvénient à ce dispositif décentralisateur, les contrôles exercés par les services étatiques freinent la mise en œuvre d'actions ou leurs réalisations. La Commission Européenne a d'ores et déjà annoncé qu'elle ne paiera que « sur la base des résultats et non des factures ».
- Inequality Watch est l'observatoire européen des inégalités, qui va rassembler les travaux des observatoires nationaux, afin d'améliorer la connaissance des institutions sur ces inégalités, les comprendre et proposer des solutions.
- L'Union européenne (UE) a lancé vendredi le Réseau de sensibilisation à la radicalisation en vue d'étayer les efforts des Etats membres visant à prévenir la radicalisation violente et le recrutement de personnes à des fins terroristes.
-
- Eurydice a réalisé une étude sur les salaires des enseignants de la maternelle au 2^{ème} cycle du secondaire. Cette dernière met en avant le fait que la progression des salaires est très faible entre le début et la fin de carrière, même si le corps enseignant a peu perdu en termes de pouvoir d'achat avec la crise. Le Luxembourg, le Danemark et l'Autriche sont les états qui rémunèrent le mieux leur professeurs, tandis que la Bulgarie et la Roumanie arrivent dernière.
-

III) Ecologique – Energie – Agriculture - Pêche

- L'Union européenne a décidé de renforcer la participation du FEDER au développement durable, ouvrant ainsi des perspectives intéressantes pour la rénovation des bâtiments. Johannes Han, commissaire européen, souhaite affecter 17 milliards d'euros à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables entre 2014 et 2020, soit une augmentation de l'enveloppe de 8 milliards d'euros. Les Etats bénéficiaires de ces aides s'engagent à en consacrer 20% pour répondre aux 2 enjeux évoqués.
- Le Parlement européen a décidé de s'attaquer au gaz fluorés, présents notamment dans les réfrigérateurs et les systèmes d'air conditionné, ainsi qu'au « noir de carbone » et souhaite en limiter l'utilisation.

- Les ministres des Affaires européennes ont adopté la directive permettant aux Etats Membres qui le souhaitent d'imposer des frais de péages supplémentaires aux poids lourds pour la pollution atmosphérique et sonore qu'ils génèrent.
- La Commission européenne souhaite une refonte de la PAC avec une mise en avant de critères environnementaux. Ainsi 30% des aides versées seront soumises à des conditions de diversification des cultures, du maintien de pâturages permanents, de la préservation des réservoirs de biodiversité ou d'éléments de paysages. Le commissaire européen souhaite également simplifier les procédures administratives d'attributions des aides. La proposition de la commission faite auprès du parlement européen ; qui sera également négociée avec les 27 Etats membres, vise ainsi à inciter progressivement l'agriculture à faire le choix de pratiques de production durable, tout en accentuant la compétitivité du secteur. 20% des aides seront également soumises à des conditions reposant sur la taille de l'exploitation et l'âge de l'exploitant.
L'objectif vert de l'UE est soutenu par l'opinion publique française qui approuve la condition des aides à 57%. Ils souhaitent également que l'UE propose des solutions afin de favoriser les réseaux de distribution locaux et soit plus transparente sur l'identité des bénéficiaires et les montants attribués.

IV) Juridique

- Dans le cadre d'une conférence tenue à Sciences Po Paris, Viviane Reding a abordé plusieurs thématiques
 - o L'impossibilité pour un état de stigmatiser une population dans le cadre de la lutte contre la criminalité. Elle a cependant reconnu les efforts de communication et de pratiques faits par la France sur la question des Roms.
 - o La proposition faite de réduire à 5 jours la possibilité pour un état de fermer ses frontières pour des raisons d'ordre public.
 - o Le droit à l'oubli pour tous les citoyens, notamment sur Internet et plus particulièrement sur les réseaux sociaux.
- Le royaume Uni attaque la BCE devant la justice européenne sur la base d'un règlement qui pourrait obliger certaines sociétés de compensation financière à déménager de Londres vers un pays de la zone Euro.